

Déclaration du Présidium de l'IS sur le Nicaragua
Nations Unies, New York, septembre 2018

Originale : espagnol

Le Présidium réitère la condamnation formulée à l'occasion de la dernière réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste concernant la responsabilité qui incombe aux autorités de cette nation face au nombre croissant de victimes, la polarisation politique et les affrontements violents qui frappent le Nicaragua depuis plus de cinq mois. Loin d'avoir atteint l'objectif escompté par le biais d'un processus de dialogue aujourd'hui interrompu, le bilan est désormais de plus de cinq cents morts, de milliers de blessés et de centaines de prisonniers politiques.

Le Présidium juge les graves violations des droits humains observées au Nicaragua au cours de ces derniers mois inacceptables et condamne en outre la responsabilité y afférente et endossée par les forces de police, les groupes d'autodéfense et les autres groupes de tiers armés. Ces responsabilités doivent être définies et dûment sanctionnées. Afin qu'un véritable dialogue soit rétabli et progresse, celui-ci doit être inclusif et avoir lieu dans un cadre pacifique, comme l'a récemment souligné le Secrétaire général des Nations Unies. Les pratiques telles que le recours aveugle et excessif à la force à l'encontre de manifestants ainsi que la criminalisation et la persécution judiciaire de l'opposition politique doivent être immédiatement abandonnées. Tous les prisonniers politiques doivent être immédiatement libérés.

L'IS estime que l'hostilité du gouvernement nicaraguayen envers les organisations régionales et internationales impliquées dans la situation actuelle conformément à leurs mandat et compétences est inacceptable. Qualifier les actions de l'OEA et des Nations Unies d'ingérence révèle une conception dépassée du lien entre souveraineté et droits humains. Le Présidium lance un appel au gouvernement du Nicaragua pour que les institutions internationales puissent pleinement agir dans le pays. Enfin, l'IS exprime sa vive préoccupation pour les milliers de Nicaraguayens qui abandonnent leur pays pour s'installer principalement au Costa Rica, ce qui aggrave la crise migratoire en Amérique centrale.
